

DOC EN POCHE
ENTREZ DANS L'ACTU

Économie

Société

Vie publique

**75 Questions
réponses**

France 2026

Actualités et données clés

Éditorial 7

Les grandes lois de l'année 2025 8

Les chiffres-clés 11

Le découpage régional de la France 12

Questions-réponses 13

Économie, compétitivité

1. La France, une puissance économique mondiale ? 14
2. Quelle place dans le commerce international ? 16
3. Comment rendre l'économie plus compétitive ? 18
4. Quelle réindustrialisation pour la France ? 20
5. Quel modèle d'armée pour demain ? 22

Dette, budget, finances publiques

6. Des finances publiques en péril ? 24
7. Faut-il réduire la dette ? 26
8. Recouvrer la maîtrise des finances publiques ? 28

Fiscalité, impôts

9. Le système fiscal français : un dispositif juste ? 30
10. Quelles inflexions dans la politique fiscale ? 32

Emploi, chômage, activité, IA

11. Une stabilité ambivalente sur le front du travail ? 34
12. Politiques de l'emploi : quelles évolutions ? 36
13. De nouvelles formes de travail ? 38
14. Le triomphe du tertiaire, une spécificité française ? 40
15. Quel est l'impact de l'IA sur le marché du travail ? 42
16. Quelle numérisation de l'accès aux services publics ? 44

Pouvoir d'achat, inégalités, famille

17. Le pouvoir d'achat menacé par l'inflation ? 46
18. Comment les inégalités s'accroissent-elles ? 48
19. Qui sont les riches ? 50
20. Qui sont les pauvres ? 52
21. Comment réduire la pauvreté et l'exclusion ? 54
22. Comment évolue la famille ? 56

Santé

23. Santé : quel diagnostic ?	58
24. Quels enjeux pour le système de santé ?	60
25. Dépenses de santé : un financement problématique ?	62
26. Santé mentale : le tabou se lève ?	64

Retraite

27. Les retraités, une population hétérogène ?	66
28. Les retraites, un système complexe ?	68
29. Réforme des retraites : une mesure toujours contestée en 2025 ?	70

Dépendance

30. La dépendance des personnes âgées, où en est-on ?	72
31. Face à la perte d'autonomie : des solutions adaptées ?	74
32. Handicap : quel état des lieux ?	76

Urbanité, ruralité, logement

33. Une France des villes ?	78
34. Une France des campagnes ?	80
35. Une offre de logements adéquate ?	82
36. Droit au logement : un droit effectif ?	84

École, université, recherche

37. Quel système éducatif en France ?	86
38. Quelles réformes pour le système éducatif ?	88
39. Des universités réformées et plus autonomes ?	90
40. Enseignement supérieur et recherche (ESR) pour une meilleure compétitivité ?	92
41. Qui sont les étudiants ?	94

Laïcité

42. La laïcité au défi du pluralisme ?	96
43. L'école républicaine, la laïcité menacée ?	98

Immigration

44. Qui sont les immigrés ?	100
45. Quelle est la politique migratoire de la France ?	102
46. Quelle intégration des immigrés en France ?	104

Égalité femmes-hommes

47. Où en est la parité en politique ?	106
48. Femmes, hommes, tous égaux au travail ?	108

Justice

49. Une justice pénale réformée ?	110
50. Une justice civile lente ?	112

Sécurité, délinquance

51. La violence est-elle en augmentation ? 114
52. Comment lutter contre l'insécurité ? 116

Institutions

53. Quelles conséquences de la dissolution de 2024 ? 118
54. 2025 : le prolongement de la crise politique ? 120

Décentralisation

55. Une République réellement décentralisée ? 122
56. Quelles réformes pour les collectivités territoriales ? 124

Transformation écologique

57. Quels enjeux du réchauffement climatique ? 126
58. Quelles actions pour la préservation du climat et des espèces ? 128
59. Gaz à effet de serre (GES) : où en est la France ? 130
60. Transports : des mobilités plus vertes ? 132

Agriculture, alimentation

61. Agriculture : quelle place aujourd'hui ? 134
62. L'agriculture, un secteur en mutation ? 136
63. Comment s'alimentent les Français ? 138

Énergie

64. Quel bilan énergétique ? 140
65. Quel est le bon mix énergétique ? 142

Culture

66. Culture : un secteur en mutation ? 144
67. Tourisme : quelle attractivité ? 146
68. Quelle place pour le sport ? 148

Union européenne

69. Où en est l'euro ? 150
70. Que représente l'Union européenne pour la France ? 152
71. L'Union européenne, entre extension et dilution ? 154

La France dans le monde

72. Les outre-mer : entre diversité et adversité ? 156
73. Quel rôle la France joue-t-elle dans la mondialisation ? 158
74. Quels rôles pour les forces armées et la dissuasion nucléaire ? 160
75. Quelle influence la France a-t-elle dans le monde ? 162

2 | Quelle place dans le commerce international ?

Une forte intégration

La France est classée 8^e exportatrice et 5^e importatrice mondiales selon l'Organisation mondiale du commerce. Ses exportations et importations de biens s'élèvent à respectivement 598 et 679 milliards d'euros en 2024. 151 000 entreprises françaises ont exporté cette année, permettant à la France d'occuper le premier rang pour les boissons, parfums et cosmétiques, et le deuxième pour le cuir et l'aéronautique (*Direction générale du Trésor, Rapport sur le commerce extérieur de la France, 2025*). Auparavant 7^e exportateur, le pays est aujourd'hui, avec 2,6 % des parts de marché mondiales, dépassé par la Corée du Sud et toujours derrière la Chine (1^{re}), les États-Unis, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Japon et l'Italie.

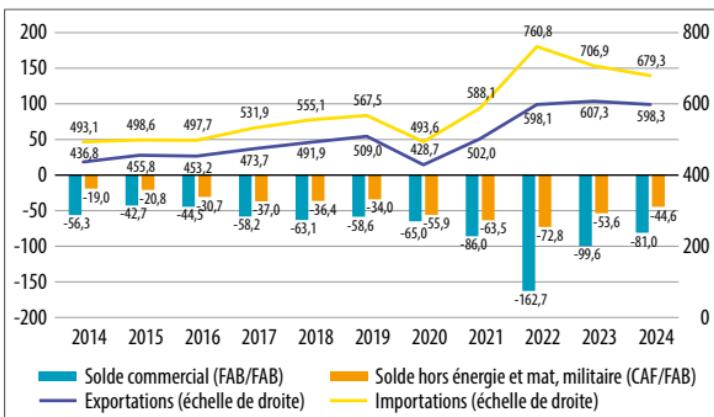
Un solde des échanges en redressement

Le solde du commerce extérieur français est négatif depuis 2006. Il a atteint un minimum de - 72 milliards d'euros en 2022, entraîné par la hausse des importations énergétiques, et s'établit en 2024 à - 9,6 milliards d'euros (Insee). Si la balance des services est excédentaire, celles des biens et des produits énergétiques sont en déficit.

Une géographie peu remodelée

Malgré les perturbations géopolitiques liées à la guerre en Ukraine depuis 2022, suivies d'une dégradation du déficit commercial de la zone euro, les principaux partenaires économiques de la France ont peu changé, à l'exception de la Russie, 11^e partenaire en 2021 et reléguée au 37^e rang en 2024. L'UE représente 54 % de ses exportations, l'Allemagne est la première cliente de la France, suivie par les États-Unis et l'Italie.

Évolution du commerce de biens de la France (2014-2024, en Md€)



Source : direction générale du Trésor, *Rapport du commerce extérieur de la France*, 2025.

Quel impact des droits de douane ?

Le second mandat de Donald Trump est marqué par un retour du protectionnisme. Les droits de douane états-uniens s'élèvent pour les importations de biens de l'UE à 15 %, et à 25 % pour l'automobile. Les taux moyens appliqués au reste du monde sont passés de 2,5 % à 20 % (OMC, août 2025), renversant le processus mondial de diminution des barrières douanières depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre des accords du Gatt puis de l'OMC. 14 700 entreprises françaises ont exporté aux États-Unis en 2024 et sont donc directement affectées (Direction générale des douanes, DGD). Même si au premier semestre 2025, les exportations à destination des États-Unis diminuent seulement de 1 %, la réorientation des chaînes de valeur dans le monde en raison d'une baisse de la demande américaine a des conséquences notables. Les importations françaises depuis la Chine, le Mexique et le Canada ont ainsi augmenté de 9 % au premier semestre 2025 (DGD). Par ailleurs, la forte volatilité des niveaux de douane annoncés augmente le risque pour les entreprises et pèse négativement sur l'investissement au niveau mondial.

5 | Quel modèle d'armée pour demain ?

Une menace démultipliée et des enjeux accrus

La stratégie militaire française entend moderniser les capacités militaires et répondre à la montée spectaculaire des menaces et des défis : invasion russe de l'Ukraine et périls accrus sur les frontières Est des pays de l'Otan, désengagement américain en Europe, durcissement de la position chinoise en Asie orientale, nouvelles rivalités entre puissances en Indo-Pacifique, tournant stratégique et sécuritaire au Moyen-Orient... Elle vise aussi à répondre à la multiplication des menaces hybrides (désinformation, cyberattaques, guerre des tarifs douaniers, essor des groupes irréguliers de combattants et criminels). Le ministère des Armées consacre désormais environ 4 milliards d'euros à la cybersécurité et à l'espace, avec plus de 5 000 « cybersoldats » et le lancement de satellites militaires souverains (programme Syracuse IV). L'armée de demain serait capable de combiner puissance conventionnelle (chars, avions, frégates) et maîtrise des nouveaux champs de conflictualité.

Vers une armée adaptée aux défis du XXI^e siècle

La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 prévoit un budget global de 413 milliards d'euros, soit une hausse de près de 40 % par rapport à la précédente loi, traduisant l'effort de modernisation des équipements et de soutien aux forces. L'objectif est d'atteindre environ 3,5 % du PIB consacrés à la défense en 2030 (2 % aujourd'hui). La stratégie française a longtemps reposé sur un modèle d'armée complet conservant ses technologies de pointe, mais avec des quantités limitées dans certains secteurs. Le rapide épuisement des stocks (en particulier de munitions) dans l'aide à l'Ukraine a montré la fragilité.

L'industrie militaire française

L'industrie de défense française occupe une place centrale dans la stratégie nationale : avec 220 000 emplois directs et indirects et 21,6 milliards d'euros de prises de commandes en 2024, la France se hisse au rang de 2^e pays exportateur mondial d'armement, derrière les États-Unis. Elle a noué des partenariats forts avec des nations européennes (60 % des contrats à l'export, dont 40 % au sein de l'UE), mais également avec l'Asie (23 %) et aux Proche- et Moyen-Orient (11 %). L'année 2024 s'est conclue avec l'entrée en vigueur d'une dernière tranche de 18 Rafale pour l'Indonésie, 12 pour la Serbie, et la commande de quatre sous-marins d'attaque par les Pays-Bas (rapport au Parlement 2025 sur les exportations d'armement).

La dépendance aux États-Unis ?

De nombreux États européens, en particulier l'Allemagne et les ex-pays du bloc de l'Est, ont développé une doctrine de dépendance militaire aux armes des États-Unis en contrepartie de garanties de sécurité dans le cadre de l'Otan. Ce modèle est aujourd'hui remis en cause par la position ambivalente de Washington à l'égard de l'Europe, au profit de la position française historique d'autonomie stratégique. Toutefois, de nombreux pays européens peinent à sortir de leur dépendance à l'achat d'armes américaines (avions F-35, missiles Patriot, chars Abrams). L'Europe reste largement dépendante des États-Unis, par exemple pour le renseignement et la force de projection.

Vers une Europe de la Défense ?

L'Europe de la Défense renvoie au projet de doter l'UE d'une capacité autonome de sécurité. Lancée dans les années 1990, elle se décline sous plusieurs aspects : ainsi, plusieurs programmes reposent sur des partenariats européens, qu'il s'agisse du Système de combat aérien du futur (Scaf) ou du char franco-allemand MGCS. Après des avancées très modestes pendant près de deux décennies, l'ambition d'une défense continentale a connu un profond renouveau après l'invasion de l'Ukraine. Cette nouvelle nécessité est confrontée aux divergences stratégiques entre partenaires européens. Le Scaf illustre ces difficultés : alors qu'il devait voler en 2025, le premier prototype est attendu en 2035-40, au plus tôt.

16 | Quelle numérisation de l'accès aux services publics ?

Des services publics en ligne

Le développement de l'administration électronique a amélioré la productivité des services publics et a facilité les démarches pour les usagers. En 2024, près de 35 millions de foyers fiscaux (90 %) déclarent leurs revenus en ligne (DGFIP, 2024). La transformation numérique de l'administration conduit à la simplification des 250 démarches les plus fréquentes. La qualité de l'administration numérique française est ainsi estimée supérieure à la moyenne des pays développés (OCDE, 2022). En 2025, plus de 2 800 maisons France services et 144 bus itinérants assurent un accompagnement généraliste aux usagers, à moins de 20 minutes de chez eux.

Des inégalités d'accès et d'usage...

Les inégalités d'accès et d'usage sont de trois natures :

- générationnelle, les plus de 70 ans et les jeunes utilisent peu l'outil informatique pour leurs démarches ;
- sociale, les ménages les plus modestes sont en moyenne moins connectés que les plus aisés ;
- culturelle, l'absence de diplôme étant plus souvent couplée à l'absence des usages numériques. Ces inégalités connaissent toutefois une baisse tendancielle (défenseur des droits, 2022).

... mais un territoire de mieux en mieux couvert

L'accord New Deal mobile conclu entre l'État et les opérateurs mobiles a permis de couvrir 99 % de la population en réseau 4G en 2024, soit une hausse de 6 points depuis 2017. Au 30 juin 2024, 40,8 millions de bâtiments (soit 92 % des locaux recensés) sont couverts par des services à très haut débit.

Les Français et le numérique en santé



Source : ministère de la Santé et de la Prévention, janvier 2024.

Identité numérique et sécurité

Les risques liés à la dématérialisation des démarches administratives et du secteur privé portent en particulier sur la fraude au paiement en ligne et l'usurpation d'identité, qui concerne plus de 200 000 personnes chaque année d'après le ministère de l'Intérieur. L'État encourage les programmes d'identité nationale électronique comme FranceConnect, qui compte 43 millions d'utilisateurs en 2025. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) est favorable à cette « identité numérique d'État de haut niveau », qui renforce « la sécurité des procédures ». Elle préconise de privilégier la pluralité des identités (une identité régionale pour s'inscrire sur les listes électorales et un pseudonyme pour les réseaux sociaux), la protection de l'anonymat et le pseudonymat ainsi que la prise en compte de « la protection de la vie privée dès la conception de ces solutions ».

Le saviez-vous ?

En 2021, l'illectronisme, défini comme l'absence d'accès à Internet au cours des trois derniers mois ou de compétences numériques de base, touche 15,4 % des personnes de 15 ans et plus ainsi que 62 % des 75 ans et plus (Insee, 2023).

28 | Les retraites, un système complexe ?

Un ensemble multiforme...

Le système français de retraite repose sur trois étages : les régimes de base obligatoires ; les régimes complémentaires obligatoires ; l'épargne retraite (par exemple le plan d'épargne entreprise). Les actifs sont affiliés suivant leur catégorie de rattachement (salariés du secteur privé, agents de la fonction publique ou non-salariés). La plupart des actifs sont affiliés au régime général mais des régimes dits spéciaux couvrent les retraites de certains salariés (tels ceux de l'Opéra national de Paris...).

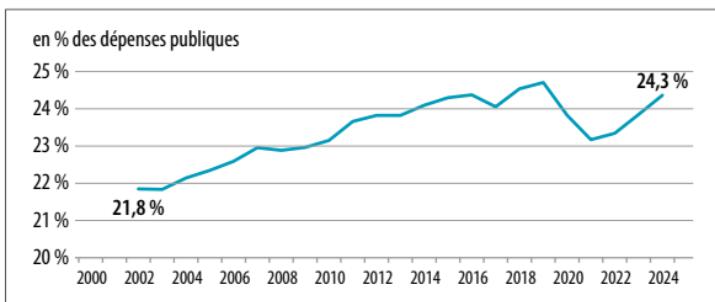
... au financement incertain...

Le recul du rapport démographique des 20-59 ans sur les 60 ans ou plus devrait se poursuivre (1,3 en 2070 contre 1,8 en 2025), ce qui signifie que les actifs sont de moins en moins nombreux pour financer la retraite de leurs aînés. Par ailleurs, l'âge moyen d'entrée dans l'emploi est passé, en France, de quelque 18 ans et demi à 21 ans et demi entre les générations 1954 et 1975 (Conseil d'orientation des retraites, séance plénière du 25 mai 2023). Cela est dû à une élévation de l'âge de fin d'études.

... et objet de réformes régulières

Depuis environ trois décennies, les réformes ont porté globalement sur trois paramètres : l'âge légal de départ ; la durée de cotisation nécessaire pour percevoir une pension à taux plein ; le développement de l'épargne retraite en entreprise et individuelle. La dernière en date, celle de 2023 (cf. la fiche suivante), repousse l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

Dépenses du système de retraite entre 2000 et 2024 (en pourcentage des dépenses publiques)



Source : Conseil d'orientation des retraites (Cor), rapport annuel, *Évolutions et perspectives des retraites en France*, juin 2025.

Âge légal et âge effectif de départ à la retraite en Europe

On assiste à peu près partout à une élévation de l'âge légal, généralement jusqu'à 65 ans, voire plus (outre-Rhin, recul progressif à 67 ans de 2012 à 2029, sauf exceptions). Toutefois, nombre d'actifs décident de partir plus tôt, soit par choix personnel, soit parce qu'ils ne trouvent plus de travail. Le cas de l'Allemagne illustre bien ce phénomène : « Après 64 ans, il n'y a [...] plus "que" 40,4 % des hommes et 32,6 % des femmes encore en activité alors que l'âge légal de départ est actuellement à 65 ans et onze mois » (*Les Échos*, 10 janvier 2023).

Le saviez-vous ?

La réforme de 2023 prévoit la disparition d'un certain nombre de régimes spéciaux : RATP, Banque de France, Caisse nationale des industries électriques et gazières (Cnieg) et Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN).

58

Quelles actions pour la préservation du climat et des espèces ?

Enjeux et limites politiques

Les politiques de préservation du climat répondent à deux logiques concomitantes : l'atténuation (notamment des émissions de GES) et l'adaptation (préparer les territoires aux impacts). Engagée dans l'Accord de Paris et l'objectif européen de - 55 % de GES d'ici à 2030, la France déploie la Stratégie nationale bas carbone (2015), qui fixe les trajectoires d'émissions, et le Plan national d'adaptation au changement climatique (2024-2033). Pourtant, selon le rapport 2025 du Haut Conseil pour le climat, la France connaît un ralentissement préoccupant : les émissions n'ont baissé que de 1,8 % en 2024, contre 4,8 % l'année précédente. Ainsi, le pays reste hors trajectoire pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

L'Océan, un rempart à protéger

En absorbant 90 % des excès de chaleurs dus aux émissions de GES, l'Océan freine le réchauffement climatique. Il s'en trouve toutefois acidifié, dégradant du littoral et des écosystèmes marins. La montée des eaux menace aussi les populations et les infrastructures. En France, 1 700 communes sont aujourd'hui exposées à la submersion marine, et moins de 5 % des espèces marines et côtières sont dans un état de bonne conservation. Du 9 au 13 juin 2025 s'est tenue la troisième conférence des Nations unies sur l'Océan (Unoc-3), à Nice. La France y a désigné quatre priorités : renforcer la protection de la biodiversité marine, lutter contre la pêche illicite, décarboner le secteur maritime, lutter contre la pollution plastique (ministères de la Transition écologique et de l'Aménagement des territoires).

Une biodiversité en déclin

 <p>Baisse de 33 % des populations d'oiseaux des milieux bâts entre 1989 et 2021</p>	 <p>Baisse de 36 % des populations d'oiseaux communs des milieux agricoles entre 1989 et 2021</p>
<p>2430 espèces menacées en France et inscrites dans la liste rouge des espèces menacées (INPN)</p>	 <p>Baisse de 42 % de la population des chauves-souris les plus communes entre 2006 et 2021</p>
<p>Forêt : 190 essences d'arbres 75 % des espèces vivantes (animales et végétales) 120 espèces d'oiseaux 30 000 espèces de champignons</p>	 <p>Dégénération des coraux due à l'acidification des océans</p>

Sources : *Chiffres clés des risques naturels*, 2023.

Le fléau de la pollution plastique

En France, 4,9 millions de tonnes de plastique sont consommées chaque année (Bilan intermédiaire de la stratégie 3R, 2025). 76 % des sols du territoire sont contaminés, principalement par du poly-éthylène, la matière plastique la plus répandue (Inra, IRDL). Cette pollution encore associée aux zones aquatiques s'étend ainsi au milieu terrestre. Elle est d'autant plus nocive que nous consommons des microplastiques intégrés dans la chaîne alimentaire par leur présence dans les fertilisants. Afin de l'endiguer, l'Ademe recommande notamment de réduire la proportion de plastiques dans les emballages et de privilégier les paillages agricoles biodégradables.